

ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

AGRICULTURE URBAINE

Boulianne, Manon
Université Laval, Canada

Date de publication : 2016-05-24

DOI : <https://doi.org/10.17184/eac.anthropen.001>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

L'agriculture urbaine est un concept plus empirique que théorique, qui est né et s'est diffusé dans le domaine du développement international à partir des années 1990. Il désigne alors des pratiques observées dans les pays du «Sud» qui contrastent avec la vision hégémonique de la ville, considérée comme un lieu de consommation – et non pas de production – alimentaire. À l'époque, on cherche à mesurer l'étendue et à identifier les impacts de l'agriculture urbaine sur la sécurité alimentaire des ménages, les risques sanitaires associés, ainsi que les politiques et les aspects réglementaires qui en facilitent l'essor ou la menacent, car elle est vue comme un vecteur de développement ayant des avantages économiques, sociaux et environnementaux (Smit *et al.* 1996). Cela est encore vrai aujourd'hui. Depuis une vingtaine d'années, l'agriculture urbaine est devenue un enjeu dans le domaine du développement durable, de l'aménagement urbain et de la lutte contre l'insécurité alimentaire, non seulement dans les pays du « Sud », mais aussi dans le reste du monde. Elle est désormais considérée comme une modalité incontournable d'approvisionnement des villes et de leurs habitants. Source d'aliments et d'emplois, elle contribuerait aussi à améliorer la résilience des villes face aux changements climatiques, les rendant ainsi plus «viabiles» (FAO 2014). Les questions posées par l'anthropologie, depuis des décennies, aux interventions menées au nom du développement (rapports dominants/subalternes, transformations des pratiques locales, pénétration de l'économie de marché capitaliste, entre autres) s'y appliquent donc également (Boulianne 2000, 2001, 2002).

Certaines définitions du concept sont plutôt restrictives et font référence uniquement à la production d'aliments frais dans les villes. La FAO (2014) considère pour sa part que l'agriculture urbaine comprend «l'horticulture, l'élevage, la pêche, la sylviculture et la production de lait et de fourrage», réalisés à l'intérieur ou à proximité

ISSN : 2561-5807, Anthropen, Université Laval, 2020. Ceci est un texte en libre accès diffusé sous la licence CC-BY-NC-ND, <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Citer cette entrée : Boulianne, Manon (2016-05-24), Agriculture urbaine. Anthropen. <http://doi.org/10.17184/eac.anthropen.001>

des agglomérations. Une définition encore plus englobante considère la transformation et la distribution d'aliments produits dans une ville ou à sa périphérie comme faisant partie de l'agriculture urbaine. Selon cette approche, la vente directe, dans un marché fermier urbain, d'aliments issus de petites exploitations maraîchères localisées en territoire rural relève de l'agriculture urbaine, au même titre que la production en serre, sur le toit d'une nef industrielle, en plein cœur d'une métropole bouillonnante, ou dans un jardin communautaire aménagé en centre-ville. Le concept d'agriculture urbaine recouvre ainsi une variété d'activités économiques, marchandes et non marchandes. L'agriculture péri-urbaine produit la plupart des aliments destinés au marché. Les études qui la concernent ont souvent trait à la proximité de la ville et aux menaces et opportunités qu'elle fait peser sur les exploitations agricoles localisées à la périphérie des zones urbanisées, qu'il s'agisse de petites unités de production familiales, pratiquant une agriculture intensive en main-d'œuvre, ou de fermes plus capitalisées ayant recours à des équipements de pointe. Lorsque les bénéfices pouvant être retirés de la location ou de la vente de terres agricoles surpassent largement les revenus du travail agricole, poursuivre ce dernier sur des superficies réduites et à proximité de voisins qui les considèrent parfois comme une nuisance (bruit, odeurs) devient presque un acte de résistance (Kébir et Barraqué 2014). Ainsi, les enjeux fonciers, c'est-à-dire, en l'occurrence, les conflits ayant trait aux usages du sol et aux moyens à mettre de l'avant pour préserver les terres agricoles en contexte d'expansion des agglomérations urbaines constituent, à cet égard, une des thématiques centrales des travaux qui se penchent sur l'agriculture péri-urbaine. Il faut toutefois garder en tête que l'agriculture urbaine de type marchand existe aussi dans les espaces intra-urbains. Elle donne lieu à des volumes de vente moins importants et prend souvent la forme de l'économie informelle. Elle est omniprésente en Afrique et en Asie et est souvent pratiquée par des ménages qui combinent la production domestique et la vente à petite échelle.

L'agriculture urbaine non marchande est fortement associée aux espaces intra-urbains. Dans les villes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, l'agriculture d'autosubsistance et le petit élevage, réalisés dans les interstices du tissu urbain, occupent une place importante dans les stratégies de survie des ménages et sont souvent réalisés par des femmes, premières responsables de l'approvisionnement de leur maisonnée. Une petite partie de cette production est mise en vente (Egziabher *et al.* 1994). Une étude récente de la FAO, basée sur des statistiques économiques nationales, évalue à 69% la proportion des ménages vietnamiens vivant en zone urbaine qui pratiquent l'agriculture ou l'élevage. Une proportion semblable (68%) est observée au Nicaragua (Zezza et Tasciotti 2010). L'importance de ces activités varie cependant d'un pays à l'autre et il s'agit là de chiffres record à l'échelle planétaire.

À l'intérieur des agglomérations européennes et nord-américaines, c'est surtout l'agriculture urbaine non marchande qui est pratiquée même si, de plus en plus, on voit apparaître des exploitations maraîchères ayant des visées commerciales. L'autoproduction intéresse particulièrement les anthropologues, dans la mesure où elle représente une activité économique marginale, qui passe sous le radar de l'économie formelle, et parce qu'elle occupe parfois une place significative dans les modes de vie de groupes spécifiques. En France, par exemple, les potagers ouvriers, qu'ils soient attenants à la maison détachée ou situés à l'écart des zones d'habitation,

ont retenu l'attention d'ethnologues comme Zonabend (1980), Dubost (1984) et Weber (1998), intéressées par les transformations des modes de vie des classes populaires au cours du XXe siècle. Aux États-Unis, les efforts mis en avant par les habitants locaux pour se réappropriier les nouvelles friches urbaines issues de la dévitalisation des villes industrielles, dont Détroit est actuellement emblématique, sont remarquables. Si certains y voient des mouvements citoyens créateurs de *commons* productifs, ayant le potentiel de remettre en cause les rapports de pouvoir induits, notamment, par la propriété privée du sol urbain et l'économie de marché capitaliste, plus généralement, leur tendance à reproduire les rapports sociaux de race, de classe et de sexe au sein même des initiatives mises en place est également soulignée (DeLind 2014).

L'agriculture urbaine, une fois devenue objet d'interventions visant à la promouvoir, est portée par différents groupes d'acteurs qui en ont des conceptions différentes et lui attribuent des finalités multiples. Celles-ci ne se rejoignent pas toujours et peuvent devenir source de conflits d'interprétation, sinon d'usage, et objets de recherche pour l'ethnographie. Par exemple, comme l'ont fait remarquer Lizet (2010) et Frauenfelder *et al.* (2014), les aménagistes contemporains en charge du développement de jardins partagés, en Europe, imposent une certaine esthétique, liée à leur fonction de sociabilité, tandis que les jardiniers qui entretiennent un lopin dans un jardin familial en ont une vision beaucoup plus utilitariste; ils considèrent qu'un potager doit d'abord et avant tout servir à fournir des aliments. Pour eux, il existe des manières éprouvées de pratiquer l'horticulture, et ils n'ont que faire des idées des jeunes promoteurs d'une agriculture urbaine axée davantage sur le lien social que sur la production alimentaire. Par ailleurs, les jardins familiaux ont des superficies beaucoup plus importantes que les nouveaux jardins partagés; ils sont investis dans une logique plus individualiste, par les membres d'un seul ménage, à qui ils servent parfois de résidence secondaire grâce, notamment, aux cabanons qu'ils y aménagent. Cette formule semble passéiste, voire petite bourgeoise, à certains défenseurs des jardins partagés, qui souhaitent créer des espaces ouverts et utilisables par tous. Bref, on le voit bien, les manières dont les promoteurs conçoivent et incitent à mettre en pratique l'agriculture urbaine comme modalité spécifique d'occupation de l'espace, et la manière dont elle est, dans les faits, pensée, vécue et pratiquée par les jardiniers, est une problématique d'intérêt pour l'anthropologie. L'agriculture urbaine interpelle l'anthropologie contemporaine pour d'autres raisons encore. Dans ses versions intra-urbaines et non marchandes, elle renvoie à des pratiques marginales qui remettent en question les imaginaires dominants de la ville et de la campagne (Black 2013). Elle réfère aussi à des pratiques et des savoir-faire parfois ancestraux et menacés. En effet, si la notion d'agriculture urbaine est récente, il en va différemment des pratiques auxquelles elle renvoie. Un des enjeux qui la concernent est celui du maintien de certaines pratiques agricoles dans le contexte de l'urbanisation, de la modernisation et de la marchandisation des systèmes alimentaires. À ce titre, on peut penser, par exemple, que les savoir-faire associés aux cultures vivrières de plantes légumières, fruitières et médicinales qui se pratiquent dans les jardins de case des villes et villages du Yucatán (Burns 1998) risquent de disparaître à plus ou moins long terme avec l'expansion de la ville et des modes de vie et d'approvisionnement alimentaire caractéristiques de la ville moderne. Par contre, la patrimonialisation des *chinampas* de Xochimilco, localisées au sud de la ville de Mexico, où l'on pratique des techniques d'hortillonnage depuis l'époque préhispanique (Canabal Cristiani

1997), donne à penser que tout en étant menacées, certaines modalités d'agriculture urbaine font aujourd'hui l'objet d'un processus de revalorisation sociale et culturelle.

En somme, la notion d'agriculture urbaine recouvre une grande variété de pratiques et soulève de nombreuses questions qui concernent surtout les transformations de l'espace (rural et urbain) et des ressources et pratiques économiques marchandes et non marchandes visant à nourrir villageois et citadins, ainsi que les conflits qui en résultent. Notion frontrière, elle lie deux termes souvent considérés comme antinomiques dans les représentations modernistes de la ville et de la campagne. Elle recèle ainsi, malgré son empirisme, un fort potentiel de remise en cause des manières admises de penser l'espace.

Références

Black, R. (2013), «Taking Space to Grow Food and Community: Urban Agriculture and Guerrilla Gardening in Vancouver». *Cuizine: The Journal of Canadian Food Cultures / Cuizine : revue des cultures culinaires au Canada*, vol.4, n°1 (consulté sur Internet le 28/03/2016).

<https://doi.org/10.7202/1015492ar>

Boulianne, M. (2002), «La participation, dans quel sens? L'exemple des organisations communautaires et de l'agriculture urbaine dans les villes de Mexico et de Cuernavaca». *Anthropologica*, vol.44, n°2, p.197-207.

<https://doi.org/10.2307/25606080>

— (2001), «L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois. Empowerment des femmes ou "domestication de l'espace public"?» *Anthropologie et Sociétés*, vol.25, n°1, p. 63-80.

<https://doi.org/10.7202/000210ar>

— (2000), «Agriculture urbaine et développement : l'expérience mexicaine». *Nouvelles pratiques sociales*, vol.13, n°1, p.103- 118.

<https://doi.org/10.7202/000008ar>

Burns, A. (1998), «Solares de Mérida, Yucatán : recursos de clases sociales y etnias yucatecas», in P. A. Torres Lima (dir.), *Procesos metropolitanos y agricultura urbana en México*, Mexico, D.F, Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Xochimilco, p. 110-123

Canabal Cristiani, B. (1997), *Xochimilco. Una identidad recreada*. México, D.F., Universidad Autónoma Metropolitana, Unidad Xochimilco.

Delind, L.B. (2014), «Where have all the houses (among other things) gone? Some critical reflections on urban agriculture». *Renewable Agriculture and Food Systems*,

vol. 30, no1, p.1-5 (consulté sur Internet le 17/11/2014).
<https://doi.org/10.1017/S1742170513000525>

Dubost, F. (1984), *Côté jardins*. Paris, Scarabée et Compagnie.

Egziabher, A., D. Lee-Smith, D.G. Maxwell, P.A. Memon, L.J.A. Mougeot, et C. J. Sawio (1994), *Cities Feeding People. An Examination of Urban Agriculture in East Africa*. Ottawa, IDRC.
<https://doi.org/10.3828/twpr.17.3.l2214662378754j8>

FAO (2014), *L'agriculture urbaine*, <http://www.fao.org/urban-agriculture/fr> (consulté sur Internet le 11/11/2014).

Frauenfelder, A., C. Delay et L. Scalambrin (2014), «Potagers urbains vs jardins familiaux? Réforme urbaine et controverses autour du beau jardin et son usage légitime». *Espaces et sociétés*, vol.3, no158, p.158 : 67-81.
<https://doi.org/10.3917/esp.158.0067>

Kébir, L. et B. Barraqué (2014), « Éditorial ». *Espaces et sociétés*, vol.3, n°158, p. 9-12.
<https://doi.org/10.3917/esp.158.0007>

Lizet, B., 2010, «Du terrain vague à la friche paysagée. Le square Juliette-Dodu, Paris, Xe». *Ethnologie française*, vol.40, n°4, p.597-608.
<https://doi.org/10.3917/ethn.104.0597>

Smit, J., A. Ratta et J. Nasr (1996), *Urban agriculture: food, jobs and sustainable cities*. New York, United Nations Development Program (UNDP), Publication Series for Habitat II, volume 1.

Zonabend, F. (1980), *La mémoire longue. Temps et histoires au village*. Paris, PUF.

Weber, F. (1998), *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XXe siècle*. Paris, Belin.

Zeza, A. et L. Tasciotti (2010), «Urban agriculture, poverty, and food security: Empirical evidence from a sample of developing countries». *Food Policy*, vol.35, p. 265-273.
<https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2010.04.007>